

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT, EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 00002 /AONR/MINEPIA/CIPM/2026 DU 08 AVR 2026

RELATIF A LA CONCEPTION, DEVELOPPEMENT ET DEPLOIEMENT D'UNE APPLICATION DE GESTION
DU PATRIMOINE AU MINEPIA.

Financement : Budget d'Investissement Public du MINEPIA, Exercice 2026.

1- Objet

Dans un contexte de modernisation de la gestion publique et de renforcement de la gouvernance financière de l'Etat, la maîtrise du patrimoine physique des administrations publiques constituant une exigence majeure, le Ministre de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales, Maître d'Ouvrage lance un appel d'offres restreint pour la conception, développement et déploiement d'une application web, responsive, bilingue (FR/EN) et sécurisée pour optimiser la gestion patrimoniale du MINEPIA. Le présent appel d'offres concerne les soumissionnaires préqualifiés à l'appel à manifestation d'intérêt N° 00002 /AMI/MINEPIA/GT/2026 du 24 février 2026 publié le 25 février 2026 dans le site de l'Agence de Régulation des Marchés Publics.

2- Consistance des travaux

Les prestations relatives à la consultation consistent à :

- Proposer un schéma organisationnel global définissant les rôles, responsabilités et flux de gestion patrimoniale, intégrant les exigences de confidentialité, de sécurité des accès, de traçabilité des opérations et de suivi statistique, pour les services centraux et déconcentrés du MINEPIA ;
- Analyser les besoins fonctionnels et techniques liés à la gestion du patrimoine du MINEPIA ;
- Développer un plan opérationnel pour la mise en œuvre progressive de la solution dans les services centraux et déconcentrés du MINEPIA ;
- Fournir, installer, configurer et mettre en exploitation la solution de gestion du patrimoine ;
- Réaliser les tests de fonctionnement dans un environnement sécurisé et valider la conformité de la solution aux exigences définies dans le cahier des charges ;
- Fournir et livrer les équipements requis ;
- Acquérir et sécuriser un espace VPS auprès d'un DataCenter national et y déployer l'application ;
- Fournir un guide d'exploitation détaillé et former les utilisateurs clés à l'utilisation de l'outil et assurer un support initial.

3- Délai prévisionnel et lieu de livraison

3.1 Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de trois (03) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

3.2 Les prestations, objet du présent appel d'offres, seront effectuées à la cellule informatique.

4- Allotissement

Il n'est pas prévu d'allotissement dans le cadre de cet appel d'offre.

5- Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **quarante-cinq millions (45 000 000) francs CFA**.

6- Participation et origine

La participation au présent Appel d'offre est restreint aux entreprises retenues à l'Appel à Manifestation d'Intérêt N° 00002 /AMI/MINEPIA/GT/2026 du 24 février 2026 relatif à la pré-qualification de cabinets ou consultants en vue de la conception, développement et déploiement d'une application de gestion du patrimoine au MINEPIA. Il s'agit de :

N°	Noms des entreprises pré-qualifiées	Adresses
1.	A-Z TECHNOLOGIE Corporation	B.P. Tel : 677 78 66 64
2.	ESO Services	B.P. 10 060 Yaoundé, Tél. 696 78 55 46
3.	KIAMA S.A	B.P: 15709 Yaoundé, Tél : 222 209 043 / 697 81 25 15

7- Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) du MINEPIA, Exercice 2026, sur la ligne d'imputation budgétaire **60 31 333 2 33000002 0133 521311**.

8- Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est **exclusivement en ligne**

9- Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission daté, signé, timbré et acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO dont le montant s'élève à **neuf cent mille (900 000) francs CFA**, valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission timbrée et délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère en charge des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente et vaut élimination du soumissionnaire. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis pour prise en compte dans son offre est irrecevable.

10- Consultation du dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du Ministère de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales, au (bâtiment R+2), sis au Centre Administratif en face de l'Institut National de la Statistique (INS)/Yaoundé, téléphone : 222 22 45 41 dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> (en français) et <http://www.publiccontracts.cm> (en anglais) et sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11- Acquisition du dossier de Consultation

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être consultée au Service des Marchés Publics du MINEPIA, dès publication du présent avis.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le versement d'une somme non

remboursable de soixante mille (60 000) francs CFA, payable au Trésor Public et représentant les frais d'achat du DAO.

12- Remise des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais sera transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 07 MAI 2026 à 13 heures.

Les copies de sauvegarde devront être transmises au Service des Marchés du MINEPIA sous format PDF et enregistrées sur clé USB ou CD/DVD, ainsi qu'il suit :

- Une copie de sauvegarde des offres administratives et techniques, contenue dans une enveloppe scellée avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde (Technico-Administratif) »
- Trois copies de sauvegarde de l'offre financière, contenues chacune dans une enveloppe scellée avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde (Financière) ».

Ces différentes enveloppes ci-dessus devront être scellées dans une enveloppe principale portant l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde » avec la mention ci-dessous dans les délais impartis.

**« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT, EN PROCEDURE D'URGENCE
00008/AONR/MINEPIA/CIPM/2026 DU 08 AVR 2026
RELATIF A LA CONCEPTION, DEVELOPPEMENT ET DEPLOIEMENT D'UNE APPLICATION DE GESTION
DU PATRIMOINE AU MINEPIA.
(A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement) »**

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière ;

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le soumissionnaire veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13- Recevabilité des plis

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage les plis :

- portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- non-conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente et vaut élimination du soumissionnaire. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis pour prise en compte dans son offre est irrecevable.

14- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps.

L'ouverture des pièces administrative, technique aura lieu le 07 MAI 2020 à 14 heures, par la Commission Interne de Passation des Marchés, dans la salle de réunions de ladite Commission, sise au Centre Administratif en face de l'Institut National de la Statistique (INS)/Yaoundé.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative d'au moins 71 sur 100 seront ouvertes par la Commission Interne de Passation des Marchés dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être datées de moins de trois (03) mois à compter de la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

L'absence ou la non-conformité d'une pièce du dossier administratif, autre que la caution de soumission, après un délai de 48 heures accordées, entraînera le rejet de l'offre.

15- Critères d'évaluation

15.1 – Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires porteront sur :

- l'absence ou non-validité de la caution de soumission datée, signée, timbrée et acquittée à la main à l'ouverture des plis ;
- la non-production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- les fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- l'absence de la déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de marché durant les trois (03) dernières années ;
- le non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE, SDPU) ;
- l'absence de prospectus en couleur accompagnés des fiches techniques produites par le fabricant ou le distributeur agréé des fournitures du présent DAO ;
- le non-respect des spécifications techniques majeures de tous les équipements indiqués dans les spécifications techniques des fournitures du présent DAO ;
- le non-respect d'au moins 70 % des spécifications techniques mineures indiquées dans les spécifications techniques des fournitures du présent DAO ;
- l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- la non-qualification d'au moins 71/100 des critères essentiels du DAO ;
- le non-respect du profil du chef de mission ;
- l'absence d'une attestation de surface financière d'un montant minimal de vingt-cinq millions (25 000 000) francs CFA délivrée par une banque agréée ;
- l'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

15.2 – Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- la présentation générale de l'offre ;
- les références du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires ;

- le plan de travail et méthodologie proposée en adéquation avec les TDR ;
- la qualification et expérience du personnel clé ;
- le service après-vente (personnel technique et disponibilité des pièces de rechanges) ;
- le délai de garantie ;
- la preuve d'acceptation des conditions du marché (CCAP et TDR dûment paraphés à chaque page, datés et signés à la dernière page, avec la mention « Lu et approuvé »).

NB :

- *Toute offre n'ayant pas respecté tous les critères éliminatoires et obtenu au moins 71/100 points des critères essentiels sera éliminée.*
- *Les soumissionnaires remettront les originaux physiques du cautionnement de soumission et du récépissé de la CDEC lors de la séance d'ouverture des offres pour conservation à l'effet de procéder à la mainlevée, le cas échéant.*

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux-disante par combinaison des critères techniques, financiers et/ou esthétiques.

17- Nombre maximum de lots :

Le présent appel d'offres comporte un (01) lot.

18- Durée et validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du MINEPIA (bâtiment R+2), sis au Centre Administratif en face de l'Institut National de la Statistique (INS)/Yaoundé, téléphone : 222 22 45 41, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> (en français) et <http://www.publiccontracts.cm> (en anglais), ou dans le site de l'ARMP <http://www.armp.cm>.

20- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS à la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro 222 20 18 03 Ou le MO au numéro 222 22 45 41.

Yaoundé, le 08 AVR 2026

**LE MINISTRE DE L'ELEVAGE, DES PECHES
ET DES INDUSTRIES ANIMALES,
MAITRE D'OUVRAGE**

Ampliations :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- Président CIPM ;
- Services des Marchés Publics
- Chronos/Archivos.



Docteur TAÏGA

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER EMERGENCY PROCEDURE

No. **00008** /RNTT/MINEPIA/ITB/2026 OF **08 AVR 2026**

FOR THE DESIGN, DEVELOPMENT AND DEPLOYMENT OF AN ASSET MANAGEMENT APPLICATION IN MINEPIA.

Funding: Public Investment budget of MINEPIA, 2026 Financial Year.

1- Subject

In the context of modernising public management and strengthening the State's financial governance, and given that effective control of the physical assets of public administrations is a major requirement, the Minister of Livestock, Fisheries and Animal Industries, acting as Contracting Authority, hereby launches a Restricted Invitation to Tender for the design, development and deployment of a secure, responsive, and bilingual (FR/EN) web-based application to optimise asset management within MINEPIA. This Invitation to Tender is open to bidders prequalified under Expression of Interest No.00002/EOI/MINEPIA/GT/2026 of 24 February 2026, published on 25 February 2026 on the website of the Public Contracts Regulatory Agency.

2- Scope of work

The consulting services shall consist of:

- Proposing a comprehensive organisational framework defining roles, responsibilities and asset management workflows, incorporating requirements relating to confidentiality, access security, traceability of operations and statistical monitoring, for the central and devolved services of MINEPIA;
- Analysing the functional and technical requirements related to asset management within MINEPIA;
- Developing an operational plan for the phased implementation of the solution across the central and devolved services of MINEPIA;
- Supplying, installing, configuring and commissioning the asset management solution;
- Conducting functional testing in a secure environment and validating the solution's compliance with the specifications set out in the Terms of Reference;
- Supplying and delivering the required equipment;
- Procuring and securing a VPS hosting environment from a national data centre and deploying the application therein;
- Providing a detailed operations handbook, training major users in the use of the system, and ensuring initial support services.

3- Estimated timeframe and place of delivery

3.1 The maximum period provided by the Contracting Authority for the execution of the services under this Invitation to Tender is three (3) months. This period shall run from the notification date of the administrative order to start works.

3.2 The services under this invitation to tender shall be carried out at the IT Unit.

4- Division into lots

This Invitation to Tender is not divided into lots.

5- Estimated cost

The estimated cost of the operation, following the preliminary studies, is **forty-five million (45, 000, 000) CFA Francs**.

6- Participation and origin

Participation in this invitation to Tender is restricted to companies shortlisted under Expression of Interest No.00002/EOI/MINEPIA/GT/2026 of 24 February 2026, relating to the prequalification of firms or consultants for the design, development and deployment of an asset management application for MINEPIA. These include:

No	Name of pre-qualified companies	Address
1.	A-Z TECHNOLOGIE Corporation	P.O. Box; Phone number: 677 78 66 64
2.	ESO Services	P.O. Box 10 060 Yaoundé, Phone number: 696 78 55 46
3.	KIAMA S.A	PO Box: 15709 Yaoundé; Telephone number: 222 209 043/697

7- Funding

The services under consideration in this invitation to tender shall be funded by the **Public Investment budget (BIP)** of MINEPIA for the 2026 Financial Year, under budget line **No 60 31 333 2 33000002 0133 521311**.

8- Submission method

The submission method for this consultation is **online only**.

9- Bid bond

Each bidder shall include in their administrative documents a bid bond dated, signed, stamped and acknowledged by hand, issued by a body or financial institution approved by the Minister in charge of Finance to issue guarantees in the field of public procurement, and listed in Document 13 of the TF, in the amount of **nine hundred thousand (900, 000) CFA Francs**, valid up to thirty (30) days beyond the initial validity period of tenders. A tender shall be rejected if it is not accompanied by a stamped bid bond issued by a first-class bank or a first-category financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue guarantees in the field of public contracts. A bid bond submitted but unrelated to the consultation concerned shall be considered absent and the bidder shall be disqualified. Any bid bond presented by a bidder during the tender opening session for inclusion in its tender shall be deemed inadmissible.

10- Consultation of Tender Files

Upon publication of this notice, the physical copy of the Tender File may be consulted free of charge during working hours at the Public Procurement Service of the Ministry of Livestock, Fisheries and Animal Industries (R+2 Building), located at the Administrative Centre opposite the National Institute of Statistics (INS), Yaoundé, Phone number: 222 22 45 41.

It may also be consulted on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> (in French) and <http://www.publiccontracts.cm> (in English) and on the ARMP website (www.arpmp.cm).

11- Acquisition of the Consultation file

The physical copy of the Tender File may be consulted at the Public Procurement Service of MINEPIA upon publication of this notice.

The electronic version of the TF may also be downloaded free of charge from the addresses mentioned above. However, submission by electronic means shall be subject to payment of a non-refundable sum of sixty thousand (60, 000) CFA Francs, payable to the Public Treasury, representing the cost of purchasing the TF.

12- Submission of tenders

Each tender, drafted in French or English, must be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than **07 MAY 2026** at 1 pm.

Backup copies shall be submitted to the Public Procurement Service of MINEPIA in PDF format, saved on a USB flash drive or CD/DVD, as follows:

- one backup copy of the administrative and technical documents, kept in a sealed envelope clearly marked "Backup Copy (Technical-Administrative)";
- three backup copies of the financial proposal, each contained in a sealed envelope clearly marked "Backup Copy (Financial)".

The above envelopes shall be sealed within a single outer envelope clearly marked "Backup Copy" and bearing the indication below, within the prescribed deadline.

**"RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER EMERGENCY PROCEDURE
No 000008 RNTT/MINEPIA/ITB/2026 OF 08 AVR 2026
FOR THE DESIGN, DEVELOPMENT AND DEPLOYMENT OF AN ASSET MANAGEMENT APPLICATION IN
MINEPIA.**

(To be opened only during the tender opening session)"

File size and format

The maximum sizes of the documents to be transmitted via the platform and forming part of the bidder's submission are as follows:

- 5 MB for the Administrative Proposal;
- 15 MB for the Technical Proposal;
- 5 MB for the Financial Tender;

The following formats shall be accepted:

- PDF for text documents;
- JPEG format for images.

The bidder shall ensure that compression software is used to reduce the size of files to be submitted.

13- Admissibility of tenders

The Contracting Authority shall not accept tenders:

- bearing indications as to the identity of bidders;
- received after the deadline for submission;
- without any mention of the invitation to tender's identity;
- not compliant with the submission method;
- lacking the original hard copies of the bid bond and the CDEC receipt during the tender opening session.

Any tender that is incomplete in accordance with the requirements of the Tender File shall be declared inadmissible. A bid bond submitted but unrelated to the consultation concerned shall be considered absent and the bidder shall be disqualified. Any bid bond presented by a bidder during the tender opening session shall be deemed inadmissible.

14- Opening of tenders

Tenders shall be opened in two phases.

Administrative documents, as well as technical tenders, shall be opened on 07 MAI 2026 at 2pm by the Internal Tender's Board, in its meeting room located at the Administrative Centre opposite the National Institute of Statistics (INS), Yaoundé.

Only the financial proposals of bidders who have obtained a qualifying technical score of at least 71 out of 100 shall be opened by the Internal Tender's Board in the same room at a later date, following the publication of the results of the technical evaluation.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorised person of their choice, even in the case of a group of companies.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted in originals or certified true copies issued by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They should be less than three (3) months old before the date of submitting tenders or should have been issued after the date of signature of the Invitation to Tender.

The lack or non-compliance of any administrative document, other than the bid bond, after a forty-eight (48) hour grace period shall result in the rejection of the tender.

15- Evaluation criteria

15.1 – Eliminary criteria

The elimination criteria shall include:

- lack or invalidity of the bid bond, duly dated, signed, stamped and acknowledged by hand during the tender opening session;
- failure to submit, within forty-eight (48) hours, an administrative document deemed non-compliant or missing during the tender opening session (except the original bid bond and the CDEC receipt);
- false declarations, fraudulent manoeuvres or falsified documents;
- lack of a statement on oath stating that no contract has been abandoned during the last three (3) years;
- failure to comply with the file format for online tenders;
- lack of a quantified unit price in the Financial Tender;
- lack of an element of the Financial Tender (bond, the BPU, the DQE, SDPU);
- lack of a colour prospectus accompanied by technical data sheets produced by the manufacturer or approved distributor of supplies in the TF;
- failure to comply with major technical specifications of all the equipment indicated in the technical specifications for supplies in the TF;
- failure to comply with 70% of the minor technical specifications indicated in the technical specifications for supplies in the TF;
- lack of a dated and signed integrity charter;
- lack a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- failure to meet at least 71 out of 100 of the essential criteria in the TF;
- failure to comply with the profile of the head of mission;
- lack of a financial capacity certificate of at least twenty-five million (25, 000, 000) CFA Francs issued by an approved bank;
- lack of a back-up copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform.

15.2 – Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders shall include:

- The general presentation of the tender;
- the bidder's references for similar services;
- the proposed work plan and methodology in line with the ToR;
- the qualifications and experience of the main personnel;
- after-sales service (technical personnel and availability of spare parts);
- the guarantee period;
- proof of acceptance of the contract's terms (CCAP and ToR initialled on each pages, dated and signed on the last page, with the words 'Read and approved');

16- Award

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder whose tender is judged to be the **best** in terms of a combination of technical, financial and/or aesthetic criteria.

17- Maximum number of lots:

This invitation to tender comprises one (1) lot.

18- Duration and validity of tenders

Bidders shall remain bound by their tenders for ninety (90) days from the initial deadline set for submitting tenders.

19- Additional information

Additional information may be obtained during working hours from the Public Contracts Service (R+2 Building), located at the Administrative Centre opposite the National Institute of Statistics (INS), Yaoundé, Phone number: 222 22 45 41. It may also be obtained online via the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> (French version) and <http://www.publiccontracts.cm> (English version), or on the website of the ARMP: <http://www.arpmp.cm>.

20- Fight against corruption and malpractices

For any attempt at corruption or cases of malpractice, please call or send an SMS to CONAC at number 1517, or contact the Public Procurement Authority (MINMAP) by SMS or call at the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, ARMP on 222 20 18 03 or the MOD on 222 22 18 03.

Yaoundé, 08 AVR 2026

THE MINISTRY OF LIVESTOCK,
FISHERIES AND ANIMAL INDUSTRIES,
CONTRACTING AUTHORITY

Copies:

- MINMAP;
- ARMP;
- ITG President;
- Public Procurement Services;
- Time/archives.

